

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 173 - VENDREDI 29 MARS 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Alors : la taxe Tobin, c'est pas possible
mais piquer les économies
des Chypriotes, c'est "courageux".
Ça va durer encore longtemps,
cette arnaque ?

AGENDA MILITANT

→ 4 avril

Amiens [Pierre Bourdieu : Stratégies
étatiques de reproduction](#)

→ 6 avril

Rouen [Elles font leur cinéma](#)

→ 6-7 avril

Saint-Gobain [3^e Festival Bobines rebelles](#)

→ 12 avril

Paris [Déserts médicaux,
où est le problème?](#)

→ 13 avril

Lanester [La notion de Crise et le potentiel de
dépassement du fatalisme ambiant](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Le communisme
est-il plus qu'une idée ?](#), Tribunes

→ **Monde**

[Syrie, armes à double tranchant,
Ph. Leymarie](#)

La "gauche" est morte. Vive la gauche !

Plus d'une heure ennuyeuse et sans surprises : l'exercice télévisé de François Hollande ne laissera pas grande trace dans l'histoire. Le Président a récité son bréviaire de compétitivité et renouvelé son vœu pieu de croissance, loin des urgences des Français et des valeurs de gauche. Un exercice de "pédagogie", avait annoncé ses proches, comme si le problème venait d'une incompréhension à l'égard de ce que fabrique - ou ne fabrique pas - le gouvernement.

La réalité, c'est que le cercle infernal de la récession et des inégalités est en marche. Et que rester dans les clous de cette Europe néolibérale nous mène droit dans le mur. Les Grecs ont testé pour nous : après neuf plans de rigueur, c'est le chaos. Les Chypriotes viennent d'expérimenter âprement l'inéptie du fonctionnement européen face à l'emprise de la finance. Et pourtant, à écouter Hollande, on ne change pas une équipe qui perd, on ne bouge pas une ligne politique qui échoue. Non seulement aucun changement de cap n'a été annoncé, mais quelques annonces ont enfoncé le clou de la rigueur et confirmé le chemin de la baisse des droits et protections.

Alors que l'idée ne figurait pas parmi les propositions du candidat Hollande, l'allongement de la durée de cotisations sur les retraites est désormais au programme. Sarkozy en a rêvé, la "gauche" le fera. Comme l'Accord National Interprofessionnel, dont le Président a prévenu : l'adoption au Parlement se fera sous surveillance des "partenaires sociaux". Il n'y aura pas, a-t-il affirmé, d'amendements adoptés sans l'aval de la CFDT et du MEDEF ! Vu ce que ces syndicats représentent, voyez l'exercice de démocratie... pour au final servir les intérêts du patronat.

Les écolos en ont pris pour leur grade tant leurs fondamentaux ont été entamés par Hollande dont le maître mot, déjà, chatouille leurs oreilles : la croissance. Il leur faut, entre autres, avaler l'éloge de l'arme nucléaire et l'inamovibilité du budget de la défense. Tout acteur ou spectateur de gauche avait de quoi s'évanouir, cherchant en vain un mot de gauche. Ainsi a-t-il lâché, rappelant la formule malheureuse du candidat Jospin : « *Je ne suis pas ou plus un Président socialiste* ». Les vocables de la justice et de l'égalité, et même celui de la compassion à l'égard des vaincus du système, sont restés introuvables. Mais Hollande a su trouver les mots pour les plus riches qui ont déjà versé un lourd tribut. La "gauche" est morte. Vive la gauche !

● Clémentine Autain



Face à l'islamophobie, choisir ses armes

Alors que des enquêtes d'opinion venaient de témoigner d'une "crispation" antimusulmane, le ministre de l'Intérieur soulignait en février 2013 sa ferme détermination à « interdire le port du voile là où il y a des enfants », thème repris par François Hollande jeudi 28 mars en direct à la télévision. Face au racisme, à l'islamophobie et à la domination masculine, comment éviter les pièges de combats morcelés ?



Les féministes blanches et l'empire
Félix Boggio Ewanjé-Epée et
Stella Magliani-Belkacem
Editions La Fabrique
110 p., 2012 - 12 €

Une énième polémique agite le landerneau féministe, à propos du livre publié par Félix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*. C'est une nouvelle étape du conflit qui opposent les tenants du féminisme, disons, traditionnel et les militants qui se revendiquent de la cause des femmes issues de l'immigration postcoloniale. Un clivage majeur a concerné le vote de la loi du 15 mars 2004, « encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics ». Depuis, les parties prenantes mêlent confrontation savante, tribunes virulentes et épithètes ravageuses.

Si l'ambiance de ces débats a malheureusement conduit beaucoup de militants

à renoncer à comprendre les arguments des uns et des autres, un débat stratégique devrait se nouer. D'une part

Plutôt qu'une paix des braves, c'est peut-être le dépassement de la conception séparée du combat féministe, détaché du combat global pour l'émancipation, qui permettra de surmonter l'actuelle guerre de positions.

parce que la lutte féministe doit chercher un nouveau souffle si elle veut peser

dans la société et face aux institutions. Ensuite, parce qu'aucune orientation en présence ne peut prétendre apporter une contribution satisfaisante à la relance du combat pour l'émancipation, alors même que l'apport féministe en est une condition nécessaire.

Ainsi, pris isolément, le féminisme, combat large puisqu'il concerne tous les individus, hommes et femmes, n'en est pas moins le combat contre une (seule) des grandes aliénations historiques. Et le combat pour les droits des femmes issues de l'immigration postcoloniale et contre l'oppression raciste n'est lui aussi qu'un des combats nécessaires. Or, dans leur opposition actuelle, ce qui finalement réunit les féministes traditionnels et les autres, c'est qu'ils minorent l'enjeu de l'insertion de ces luttes, au sein du combat pour l'émancipation ●●●

●●● en général. Et ils affaiblissent ainsi à la fois leurs combats propres et le combat général. Bref, plutôt qu'une improbable paix des braves, c'est peut-être le dépassement de la conception séparée du combat féministe, détaché du combat global pour l'émancipation, qui permettra de surmonter l'actuelle guerre de positions.

En attendant, *Les féministes blanches et l'empire* est pris dans cette guerre de positions. Sa tonalité générale est accusatoire et, après tant d'années où l'islamophobie a été ignorée par la "gauche", on peut le comprendre. Tout l'espace du livre, ou presque, est pris par la critique radicale de la vision du féminisme classique. Nous en verrons d'abord les réflexions stimulantes, puis les propos problématiques.

Une réflexion fondée, argumentée, qu'il faut entendre

La critique de « *l'instrumentalisation du féminisme à des fins racistes* » entend mettre à jour comment la politique raciste de l'Etat - raciste en ce qu'elle vise par une loi spécifique à stigmatiser une catégorie de la population (loi sur le voile) - a pu rencontrer la stratégie féministe traditionnelle. Il ne s'agit pas simplement de la récupération par l'Etat d'exigences telles que "l'égalité hommes - femmes" ou le "respect des homosexuels", mais d'après les auteurs d'une « *convergence d'intérêt* » lorsque les exigences des féministes traditionnelles profitent d'« *opportunités stratégiques* » permettant de faire avancer leur cause. En somme, ces convergences se produisent sur fond d'ignorance des laissés pour compte de ces avancées, que sont les femmes "non blanches".

On peut ici retenir deux éléments. D'une part, la question des discriminations

Oui, l'islamophobie existe !

Les études d'opinion récentes (1) montrent à la fois ce que les commentateurs appellent une "crispation" concernant l'immigration, les Arabes et les Musulmans, et un maintien de la conviction largement partagée de la nécessité de lutter contre le racisme et les discriminations. Les écarts entre les réponses, qu'elles concernent globalement le racisme, la religion ou spécifiquement la religion musulmane, sont éloquents. Ainsi, si 39 % des personnes interrogées ont une image positive de la religion en général, le taux est de 44 % pour la religion catholique et de 22 % pour la religion musulmane.

Concernant spécifiquement la religion musulmane, 77 % des enquêtés estiment que le port du voile « *pose problème pour vivre en société* ». La proportion est de 38 % concernant les prières, de 30 % pour l'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool et de 28 % pour le jeûne du ramadan. Au total, 55 % des interrogés ne pensent pas qu'il faille faciliter l'exercice du culte musulman en France (contre 40 %).

Dans le même temps, 60 % des personnes interrogées estiment qu'il faut lutter vigoureusement contre le racisme (contre 35 %). Sur la nécessité de condamner en justice les propos racistes, les écarts entre les différentes insultes – "sale arabe", "sale noir", "sale juif" et "sale blanc" sont relativement faibles (72 %, 75 %, 76 % et 77 %). Enfin, 86 % des enquêtés estiment qu'il est grave de refuser l'embauche d'une personne d'origine maghrébine qualifiée pour un poste, 92 % pour un noir.

● G.A.

(1) Nous citons ici le sondage CSA pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), décembre 2012.

spécifiques subies par les populations issues de l'immigration postcoloniale, qui ne sont pas prises en charge par le féminisme traditionnel, européen-centré. D'autre part, l'incapacité « *de penser la possibilité même d'une collusion d'intérêt* » entre mouvements progressistes et politique réactionnaire, et les conséquences d'une « *mise en miroir* » entre racisme et sexisme, elle-même liée la volonté positive de « *dénaturalisation de l'oppression sexiste* ». Les auteurs soulignent la continuité d'un « *point aveugle au sujet des femmes non blanches,*

c'est-à-dire opprimées par le système raciste comme par le patriarcat ». Sont posées des questions de fond : sur l'imbrication des dominations et en creux sur les divisions entre dominés... Ainsi se légitime, pour permettre la reconnaissance des spécificités d'un groupe, une parole singulière.

Il est reproché au féminisme classique d'une part d'ignorer la situation spécifique des femmes issues de l'immigration postcoloniale, d'autre part, lorsque le silence est rompu, de se focaliser sur les aspects les plus stigmatisants ●●●

●●● de leur vécu : polygamie, mutilations génitales, excision, mariages forcés... Entendons la rage des auteurs, qui critiquent cette focalisation sur les aspects les plus victimisants de la situation des personnes, et non par exemple (c'est nous qui précisons :) sur leurs mobilisations, leurs expériences sociales positives, en prenant en compte leurs cultures et leurs valeurs... D'une certaine manière, on trouve ici le problème classique de l'intervention sociale ou du militantisme, qui pour intervenir prend toujours le risque de conforter certains effets stigmatisants. Depuis bien longtemps, les acteurs de terrain font face à ce type de difficultés : d'une part en développant des actions qui s'appuient sur la mobilisation des personnes concernées, d'autre part en situant leur intervention au-delà des questions spécifiquement abordées ou en articulation avec d'autres. Cependant, si l'on veut passer d'une démarche qui ne considère les personnes que comme des victimes, destinataires passives d'une offre d'accompagnement social ou d'un secours, à une démarche où elles sont actrices, cela pose la question des exigences (spécifiques non...) des femmes "non blanches", à propos desquelles les auteurs sont plutôt silencieux.

Reste que, sans nul doute, les discours centrés sur des éléments stigmatisants,

surtout s'agissant des habitants des quartiers populaires, ont pu servir les politiques répressives. Les habitants de ces quartiers vivent quotidiennement la discrimination, tout particulièrement les jeunes, Beurs et Noirs, qui font l'objet

**Il est reproché
au féminisme classique
d'ignorer la situation
spécifique des femmes
issues de l'immigration
postcoloniale et,
lorsque le silence
est rompu,
de se focaliser
sur les aspects
les plus stigmatisants
de leur vécu : polygamie,
mutilations génitales,
excision, mariages
forcés...**

de la part de la police de contrôles au faciès incessants. Par ailleurs, expliquent les auteurs, les féministes se focalisent souvent sur des exigences larges, avec l'idée illusoire que « la réalisation de (leurs) revendications bénéficiera

nécessairement à l'ensemble des opprimé-e-s », alors que ce n'est pas le cas. Par exemple, des avancées en matière de parité peuvent ne rien modifier des inégalités sociales.

Pour les auteurs, les plus invisibles, les plus opprimés, seraient à même de « radicaliser » les luttes ou de leur « donner un nouveau souffle ». On reste cependant sceptique sur ce schéma, qui donne un rôle d'avant-garde aux invisibles et aux opprimés, ou à certains parmi eux, les plus engagés. Plus largement, faut-il croire, ou même souhaiter, que les voies de l'émancipation seront redéfinies « à partir des débats soulevés par les fronts plus minoritaires », ou envisager qu'elles soient plutôt redéfinies par des mouvements qui décroissent les fronts partiels et dépassent les notions de "minoritaires" et "majoritaires" ?

Les auteurs en viennent à l'homosexualité. Ils n'évoquent pas la situation des homosexuels de culture arabo-musulmane, mais la « racialisation de l'homophobie », qui aurait conduit à « faire des non-Blancs la première menace contre les "homosexuels" ». Nous allons y revenir de manière critique. Cependant : « les nouveaux Etats capitalistes et coloniaux n'ont pas manqué d'imposer aux pays colonisés leurs propres catégories liées aux genres et aux sexualités ». ●●●



Félix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem, les deux auteurs d'un livre où l'on ressent une forme de déni de l'homosexualité et de l'homophobie dans les pays musulmans.

●●● Il faut entendre la mise en garde contre une vision européano-centrée des rapports sociaux et des modes de vie possibles, contre une vision impérialiste, que pour notre part nous ne confondons pas avec l'émergence - déjà-là ? contradictoire ? souhaitable ? utopique ? - de valeurs communes universelles (expression certes risquée).

Démarcation caricaturale ou travail sur les contradictions ?

Venons-en maintenant aux aspects, selon nous, problématiques du livre, et au-delà de l'ouvrage lui-même d'une certaine orientation destinée à défendre les personnes issues de l'immigration postcoloniale. Le premier concerne la radicalité parfois caricaturale du propos. Exemple : si on met dans le même sac les partisans de la loi sur le voile et ceux qui y étaient opposés mais qui considèrent le voile comme l'expression d'une domination patriarcale, on assimile les seconds à l'orientation répressive, voire raciste, qu'ils combattent pourtant. Tout en constatant qu'une certaine position féministe peut être en convergence avec le pouvoir, un enjeu politique ne consiste-t-il pas à travailler les contradictions pour qu'émerge un féminisme prenant en compte les spécificités des femmes issues de l'immigration postcoloniale ? Or, les expressions "femmes blanches" et "femmes non blanches" créent

une ligne de démarcation redoutable. Le risque d'une telle approche est de contribuer à diviser les femmes des quartiers populaires entre elles, par exemple. Et aussi : elle ignore, ou minore (de fait), les affrontements et les luttes de clas-

**Nul doute
que les discours centrés
sur des éléments
stigmatisants peuvent
servir les politiques
répressives.
Les habitants
des quartiers populaires
vivent quotidiennement
la discrimination,
tout particulièrement
les jeunes, Beurs
et Noirs.**

ses qui traversent toute la société. Au moins cette question mérite d'être traitée. Ainsi, il faudrait sans doute, travailler à faire reconnaître les exigences spécifiques des femmes d'origine arabo-musulmanes, mais aussi, en même temps, relativiser leurs spécificités, et travailler sur les articulations entre exigences spécifiques et globales. Le problème est

que c'est mission impossible si le débat reste strictement borné entre deux orientations féministes, au lieu d'impliquer aussi d'autres dimensions du combat pour l'émancipation, en particulier si n'est pas élaborée et pleinement investie la convergence d'intérêt entre les femmes face au capitalisme.

Un deuxième axe est que la critique légitime de la focalisation du discours féministe sur la stigmatisation des femmes "non blanches" conduit parfois à un manque de clarté sur les problèmes posés par certaines pratiques qui devraient être critiquées, prévenues et/ou combattues. Pourquoi faire l'économie d'une position claire et nette contre les mariages forcés, en tant que formes de domination, ou contre l'excision, en tant qu'atteinte à l'intégrité physique et morale de la personne ? Et, par ailleurs, pourquoi ignorer l'existence et l'influence des courants islamiques radicaux ? Peut-être les auteurs pensent-ils nécessaire de donner l'impression, ainsi, de ne rien céder à leurs adversaires, mais ce faisant ils prêtent malheureusement le flan au soupçon de complaisance à l'égard de ces pratiques.

Un troisième axe critique concerne des affirmations mal fondées. Un seul exemple : est citée, au titre des focalisations qui stigmatisent ●●●

●●● et posent un problème politique, l'action contre les mariages forcés de l'Observatoire des violences envers les femmes du Département de la Seine-Saint-Denis. Or, s'il est vrai que cet Observatoire mène une mobilisation contre les mariages forcés, il le fait dans le cadre d'une mobilisation tous azimuts et d'une politique riche, qui aborde de nombreuses dimensions : prévention des comportements sexistes, accompagnement des femmes victimes de violence, travail éducatif sur les représentations,

soutien aux acteurs locaux, dimension internationale etc. Ce qui mène à la question : des politiques publiques doivent-elles, ou non, être menées pour prévenir les mariages forcés, de même que des campagnes sont menées contre les violences intrafamiliales en général, ainsi que sur d'autres questions spécifiques ? Pour notre part, nous répondons oui.

Le même type d'interrogation - où veulent en venir les auteurs ? - se pose, à propos de l'homosexualité et

de l'homophobie, ce qui constitue un quatrième axe critique. Citons à nouveau : « *Comme dans le cas du féminisme, la réaction contemporaine n'a eu de cesse ces dernières années de faire des non-blancs la première menace contre les "homosexuels"* ». Ce n'est pas vrai, et le débat sur le mariage pour tous vient de témoigner de tout autre chose : l'affrontement met aux prises les milieux conservateurs cornaqués par l'Eglise catholique, bien blancs, contre la multitude des partisans de l'égalité en général. La question de l'homophobie des "non blancs" a été, sinon absente, du moins très secondaire, dans ce débat.

Quelle défense de la laïcité ?

La Cour de cassation vient d'annuler la décision de la Cour d'appel de Versailles qui avait confirmé la validité du licenciement d'une salariée, pour avoir refusé d'ôter son voile dans le cadre de son travail au sein d'une crèche associative de Chanteloup les Vignes, en 2008.

Réaction de Pascale Le Néouannic, secrétaire nationale du Parti de gauche : « *Le jugement rendu par la cour de Cassation montre une fois de trop que l'édifice de notre République laïque prend l'eau de toute part. C'est un très mauvais signal car cela va raviver les revendications communautaristes. Mais surtout le Parti de Gauche attend du ministre de l'intérieur autre chose que des déclarations lénifiantes. M. Valls, il ne suffit pas de "regretter la décision de la Cour de cassation sur la crèche Baby-Loup et sur cette mise en cause de la laïcité". Gouverner c'est agir* ».

Réaction d'Etienne Adam, animateur de la Fédération pour une alternative sociale et écologique : « *Celles et ceux qui se saisissent de l'affaire baby-loup pour en faire une lutte pour la défense de la laïcité prennent le risquent d'ouvrir la voie à une véritable régression sociale. Mesure-t-on ce que signifierait une ouverture de la notion de "public" ? Aujourd'hui, seuls les représentant de l'Etat sont tenus à l'obligation de neutralité laïque dans l'exercice de leur mission. Ouvrir à une crèche privée, à tout service associatif, la qualité de service public uniquement sur le registre de la laïcité serait d'une part priver les salariés concernés du statut de la Fonction publique, d'autre part affaiblir ce même statut en instituant des droits et des devoirs différenciés selon les lieux. Il faut par ailleurs mesurer comment une telle extension envahirait l'espace privé des salariés déjà quotidiennement mis en cause par les techniques de management. Enfin, demander de légiférer plus sur cette extension, c'est favoriser les lois d'opportunité comme le faisait Sarkozy en utilisant l'émotion médiatiquement cultivée plutôt que la réflexion de fond sur les conditions du vivre ensemble* ».

Faut-il croire, ou même souhaiter, que les voies de l'émancipation seront redéfinies « à partir des débats soulevés par les fronts minoritaires », ou envisager qu'elles le soient plutôt par des mouvements qui décloisonnent les fronts partiels et dépassent les notions de "minoritaires" et "majoritaires" ?

Il faut ensuite aborder « *l'absence d'analyse des disparités tant sociales qu'historiques à travers le monde dans la production des identités sexuelles* ». Certes... pourvu, cependant, que le relativisme historique n'aboutisse pas à créer un tabou sur la mise à l'amende ●●●

●●● de tous les pays qui répriment les pratiques sexuelles entre personnes du même sexe. Et pourvu aussi qu'il n'aboutisse pas à nier pas le fait que l'homosexualité reste un tabou puissant parmi les populations musulmanes, notamment en raison des discours religieux sur le sujet. On ne peut pas taire que nombre de jeunes hommes et jeunes femmes vivent ainsi des situations douloureuses de culpabilité, de haine de soi et de peur des parents.

Ce n'est pas tout. « *En vérité, l'identification même des pratiques homoérotiques dans le monde arabe comme "homosexuelles" peut être attribuée à l'Occident* ». Selon les auteurs, la condamnation et la répression des pratiques homosexuelles auraient été le fruit d'une importation occidentale de la vision binaire homosexuels / hétérosexuels. Trêve d'explications alambiquées : comme dans toutes les sociétés, il existe dans les sociétés arabes et musulmanes des désirs et des pratiques sexuelles entre personnes du même sexe ; il existe dans ces pays des pédés et des gouines, et ceux qui refusent de le reconnaître sont ou des homophobes ou des lâches. Que les tabous qui continuent de gouverner

dans les pays du Maghreb, par exemple, continuent d'interdire à des homosexuels de s'assumer en société, devant leur famille notamment, est démontré par moult exemples et témoignages. Bref : que les auteurs s'attachent à nommer "pratiques homoérotiques" ce que nous appelons pratiques homosexuelles, cela nous paraît noyer le poisson.

**Que les auteurs
s'attachent
à nommer « pratiques
homoérotiques »
ce que nous
appelons pratiques
homosexuelles,
cela nous paraît noyer
le poisson : il existe
bien des "pédés"
et des "gouines"
dans les pays
musulmans.**

Au total, à force de focalisation sur la seule question postcoloniale, ne risque-t-on pas de converger

objectivement, et contre toute attente, avec l'idéologie intégrationniste ? Le sociologue Saïd Bouamama explique : « *Les difficultés subies par les citoyens issus de la colonisation, qu'ils soient français ou étrangers, ne sont pas expliquées dans l'intégrationnisme par les inégalités qu'ils subissent ou leurs conditions matérielles d'existence. Ce sont au contraire des facteurs culturels qui sont mis en avant : obstacles culturels à l'intégration, intégration insuffisante, islam comme contradictoire avec la république et la laïcité, inadaptation culturelle, etc. Dès lors les objectifs de l'action ne sont pas l'éradication des inégalités mais la transformation des personnes c'est-à-dire qu'il s'agit de les civiliser en les assimilant* ». Précisément, pour rompre vraiment avec cette idéologie, ne faut-il pas s'abstraire de la distinction-division entre "blancs" et "non blancs", surinvestie par les auteurs ? Et ne faut-il pas souligner surtout que l'émancipation sera l'œuvre des personnes concernées elles-mêmes ?

● Gilles Alfonsi



A lire sur le sujet de ce dossier :

- Le rapport Tuot sur la refondation des politiques d'immigration (lire notamment le chapitre "Laissons prier les musulmans"), février 2013
<http://www.france-terre-asile.org/toute-lactualite-choisie/item/8163>
- Les féministes blanches et l'empire ou le récit d'un complot féministe fantasmé, de Josette Trat
<http://www.contretemps.eu/interventions/feministes-blanches-empire-recit-complot-feministe-fantasmé>
- Les Indigènes de la République contre l' "homosexualité imposée", de Robin Angelo
<http://www.rue89.com/2013/02/06/les-indigenes-de-la-republique-contre-l-homosexualite-imposee-239375>
- Les Indigènes et l'homosexualité : du procès d'intention à la calomnie, de Félix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem
<http://www.rue89.com/2013/03/07/les-indigenes-et-l-homosexualite-du-proces-dintention-la-calomnie-240342>
- Les fondements historiques et idéologiques du racisme "respectable" de la "gauche" française, de Saïd Bouamama
http://quefaire.lautre.net/spip.php?page=article&id_article=308

Parce que nous le valons bien

Chartres de Bretagne, commune d'Ille et Vilaine, berceau de l'usine la plus importante du département, PSA La Janais.

Nous étions 500 samedi à manifester pour dénoncer le rassemblement de militants néo-nazis décidés à s'emparer de la crise pour en faire le sujet de leur conférence, à laquelle participaient des énergumènes venus de toute l'Europe.

Ces réseaux de militants fascistes (voir à ce sujet *Naz*, la pièce de Ricardo Montserrat) n'ont certes pas pignon sur rue comme le Front National, et peu de gens s'identifient à eux. Mais ce qui doit nous alerter aujourd'hui c'est que cette soi-disant conférence sociale ait pu avoir lieu, que le préfet ne l'ait pas interdite, que le propriétaire du lieu privé où elle se déroulait ait accepté d'accueillir ces militants violents porteurs de l'idéologie la plus extrémiste... C'est au fond la banalisation des idées qu'ils véhiculent.

Le lendemain, la candidate frontiste de l'Oise frôle l'élection à la députation.

Les idées d'extrême droite chimiquement, se distillent dans notre société et prospèrent sur le terreau de la crise et de l'abandon de la volonté politique de transformation de la société.

Comment peut-il en être autrement quand les élus de notre département laissent des demandeurs d'asile et leurs enfants dormir à la rue en organisant l'évacuation du gymnase où ils avaient été mis à l'abri par celles et ceux, solidaires des migrants, qui ne supportent plus cette situation ?

Nous viendrait-il à l'idée de laisser les naufragés de la route coincés par la neige ou les personnes victimes de l'incendie de leur immeuble dormir dehors ?

Comment peut-il en être autrement quand on laisse les usines fermer, les plans de licenciements se multiplier et pire encore quand on veut transposer l'Accord National Interprofessionnel MEDEF-CFDT en texte de loi qui énonce qu'en facilitant les licenciements on va créer des emplois.

Comment peut-il en être autrement quand on laisse les banquiers faire la pluie et le beau temps en Europe ?

A Chartres de Bretagne, avec des citoyens, des syndicalistes, des militants du Front de gauche et d'autres organisations politiques, avec le maire, nous avons créé un comité de soutien aux luttes des salariés de PSA. Parce que l'avenir du site de la Janais ne concerne pas que les salariés. Parce que nous ne nous résignons pas à voir disparaître une usine riche des connaissances

et des savoir-faire de plusieurs milliers d'ouvriers, ingénieurs, cadres, techniciens. Et parce qu'il vaut mieux diriger notre colère contre les actionnaires et la famille Peugeot que contre les immigrants.

Au sein de ce comité, tous font l'analyse que les choix de la direction sous la houlette des actionnaires et de la famille Peugeot ont été catastrophiques,

le Maire de Chartres y compris. Et il n'est plus question d'investir des fonds publics tant qu'un projet de développement du site ne sera pas concrétisé, que la production d'un nouveau véhicule ne sera pas engagée. C'est une façon de dire, que l'on veut peser sur les choix stratégiques de l'entreprise.

C'est donc bien aux salariés, aux usagers, aux élus que doit revenir le pouvoir de décider dans les entreprises

Cependant, soyons lucides. Ce n'est pas la participation de quelques représentants des salariés au conseil d'administration des boîtes concernées (c'est dans l'ANI !) ou le droit de veto sur les plans de licenciement qui vont remettre en cause les objectifs de

rentabilité à deux chiffres.

C'est donc bien aux salariés, aux usagers, aux élus que doit revenir le pouvoir de décider dans les entreprises même les plus grandes, puisque ce sont les salariés qui produisent les biens, les usagers qui les achètent et s'en servent, les élus qui contribuent à créer les conditions pour que ces productions soient possibles (voies, eau, terrains, logement des salariés, etc...).

Parce que nous le valons bien... le droit détenu par ses propriétaires, de vie ou de mort d'une usine a fait son temps.



● Sylvie Larue



Τυροπιτάκια

« La fin des jours de larmes »

Ces mots furent le signal, le 25 mars 1821, de l'insurrection contre l'Empire ottoman.

Le 25 mars est une fête nationale mais c'est devenu l'occasion de manifestations contre le gouvernement et la Troïka. En 2011, un défilé officiel a été empêché et, depuis, la population est tenue l'écart des cérémonies.

Les manifestations ont donc pris un tour différent. Cette fête est l'occasion de défilés des élèves, on vit donc des classes entières défiler avec un T-shirt portant le slogan "SOS Halkidiki" pour protester contre le projet du canadien Eldorado Gold de détruire une forêt pour ouvrir une mine d'or. À Athènes, une école a désigné comme porte-drapeau un élève noir pour marquer son opposition au racisme.

À Thessalonique, une banderole proclamait : "Nous sommes tous Chypriotes". Alexis Tsipras a exprimé un sentiment partagé en dénonçant la « colonisation de l'Europe du Sud ». La colère des Grecs a été déçue par la violence du plan merkelien contre Chypre.



● Gilles Boitte

Bienenstich

Wir bleiben ! (Nous restons)

Depuis 3 semaines, ils ont parcouru 3 000 km entre Rostock et Hambourg, avec halte dans 22 localités, d'un "centre d'hébergements" à l'autre : demandeurs d'asile, ils protestent contre les expulsions (1), l'assignation à résidence, souvent limitée au périmètre du district, dans des "camps" (en allemand, *Lager*) dont les conditions matérielles inhumaines ont été reconnues pour l'un d'entre eux par un récent jugement de la Cour constitutionnelle fédérale... sans suites.

Une tournée à risques puisque brisant l'interdiction de sortir du périmètre imposé, "accueillie" dans plusieurs villes par la police, avec des blessés et des arrestations à Cologne et Munich, entre autres, ne pouvant accéder aux hébergements à Leipzig par exemple.

Ils sont arrivés la semaine dernière à Berlin, au milieu des chansons de Bob Marley, accueillis avec des pancartes « *Bienvenue chez vous, combattants de la paix* » par les douzaines de réfugiés qui, depuis octobre 2012, manifestent sur la *Orianienplatz*.

Toutes et tous entendent poursuivre leur action.



● Michèle Kiintz

(1) 1 demandeur d'asile sur 6 obtient une autorisation de séjour (en 2012 14 %, selon l'Office fédéral des migrations).

Lincoln et les USA Mythes et réalités



Le film *Lincoln*, sorti en janvier dernier a suscité des avis généralement dithyrambiques. Ce qui interpelle dans ces critiques cinématographiques, c'est l'emprise de la personification de l'histoire sur les auteurs eux-mêmes, non sans parfois des contradictions. Ainsi Jean Roy, dans *L'Humanité*, fait "Chapeau bas devant Lincoln, père de la Nation" – mais où est donc le peuple ? -, notant d'emblée que « *Steven Spielberg canonise le mythe fondateur des États-Unis tout en brochant un portrait de l'homme plus complexe qu'il n'y paraît* ». La "canonisation" d'un "mythe" n'est-elle pas quelque peu antagonique avec la complexité d'un portrait ?

On s'étonnera moins que dans *Le Monde*, Thomas Sotinel évoque ce « *monument dédié à la démocratie américaine, à sa force et à ses faiblesses* ». Séduit par les prestations de l'acteur incarnant Lincoln, il affirme que « *C'est lui qui donne son sens au film, qui fait croire qu'un être humain faillible peut façonner l'Histoire qui menace de le broyer.* »

Dans un autre contexte, la focalisation sur une figure - certes marquante - de l'Histoire ne relèverait-elle pas d'un certain "culte de la personnalité" ?

À l'opposé, Christoffe Kantcheff descend en flèche le film "esclave du consensus" américain, mais il s'en tient lui aussi au personnage, à la « *vision du grand homme (...) nimbée d'une naphtaline consensuelle.* »

On appréciera d'autant plus les articles documentés sur cette période importante de la « *deuxième révolution inachevée* » étatsunienne, sur les réalités du mouvement d'émancipation des Noirs et des luttes ouvrières qui l'accompagnent. C'est le cas de Vincenç Navar qui épingle l'historiographie dans laquelle "les événements des élites" l'emportent sur les mouvements populaires et il s'attache, lui, à montrer le lien entre "Émancipation des esclaves et émancipation des travailleurs". Il en va de même dans l'article de Kevin Anderson ainsi que dans l'ouvrage publié en avril 2012 par les éditions Syllepse, recueil de lettres de Marx et Lincoln, dont Pierre Cours-Salies avait rendu compte dans *Cerises*.

Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Monde".

● Michèle Kiintz



Cerise rouge. Il existe dans les Pyrénées orientales des créateurs d'utopies. Le village de Tordères (180 habitants), plutôt à gauche, vaut le détour pour son fonctionnement hors-norme : le pouvoir y est aux villageois. Le conseil municipal est né d'une réunion publique ouverte à tous, enfants et ados compris. Les habitants y décidèrent alors collectivement de ce qu'ils souhaitaient promouvoir : le maintien de l'école, des emplois municipaux, un urbanisme pour lutter contre la pression foncière, la protection des zones agricoles et naturelles, le bien vivre ensemble. Les candidat-e-s ? Désignés par la suite, sur la base de la défense du bien commun. La liste ? Paritaire, incluant des chômeurs, des précaires et des personnes arrivant de l'étranger. Elle fut élue, avec un taux de participation chatouillant les 90 %. Maya Lesné, chômeuse, est devenue maire, à la place d'un bétonneur. « *L'important est que cela aurait pu être n'importe lequel d'entre nous* », a-t-elle dit.

Cerise confite. Cela faisait des jours que l'on nous bassinait avec l'élection d'un pape dit moderne, en la personne du cardinal argentin Bergoglio (F1 pour les intimes), quand le film d'Alexandre Valenti, *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature* (Fipa d'or 2013), est venu apporter son air frais. Ce grand reportage, diffusé sur Arte (19 mars), s'est ouvert sur des paroles de grands-mères de Buenos Aires témoignant des lâchetés, voire des complicités de l'Église sous la dictature du général Videla, qui organisa la disparition et l'exécution de 30 000 opposants. Le cinéma du Conseil pontifical pour les Communications sociales, au Vatican, projettera-t-il le film ? « *Il n'est jamais trop tard* », selon Saint-Luc.

Bigarreau. Les Grands-mères de la place de Mai justement. Des mémés déterminées, avec un objectif clair, une victoire humaine et politique au bout de trente ans. Du coup d'État de Videla (1976) aux juntes militaires successives (1983) en Argentine, elles voulaient retrouver les enfants volés par la dictature, les rendre à leurs familles. Nombre de leurs filles et belles-filles disparues étaient enceintes. Enlevées, séquestrées, torturées, elles accouchaient puis étaient assassinées, parfois jetées vivantes à la mer. En collectant des données, en menant des actions en justice et en bravant les militaires, les grands-mères ont révélé le rapt de ces bébés "donnés" à d'autres, dont les bourreaux de leurs parents. Bousculant la génétique, organisant voyages et manifs, leur combat a permis de retrouver 107 enfants, de faire condamner Videla à perpétuité pour « *vol de bébés, plan systématique d'État et crime contre l'humanité* », de remettre en cause l'amnistie dont bénéficiaient les salopards de la junte. « *Indignés de tous les pays, prenons de la graine et des mémés !* »

櫻桃 Des Indignés chinois ne se privent pas d'utiliser le droit de pétition de leur Constitution. Par vagues humaines convergeant sur Pékin, des paysans, ouvriers, fonctionnaires, parfois des flics et militaires dénoncent la corruption, les passages à tabac, les enfermements en camp de travail, la spoliation par des promoteurs en cheville avec les autorités. « *Indignés de tous les pays, prenons de la graine de riz !* »

Cerise mystère.

(a) Alexis Nikolaïevitch (1904-1918), tsarévitch, assassiné par un commissaire bolchevik en 1918.

(b) Fils du Captain Iglo de chez Findus.

(c) Ivan VI (1740-1764), tsar de Russie de 1740 à 1741, enfermé au secret durant 22 ans et assassiné par son geôlier sur ordre de Catherine II, impératrice.



(c) : Réponse

● Philippe Stierlin



Images de la semaine

Manif pas pour tous

Dimanche dernier au journal de 20 heures, pour une fois, qu'est-ce qu'on a ri !



● **FSM 2013.** Le Forum social mondial se tient jusqu'à samedi à Tunis. Comme à chaque session, de multiples événements sont programmés : marches, mobilisations, initiatives de solidarité, ateliers, séminaires, assemblées, activités sportives et bien sûr rencontres et manifestations culturelles... La journée du 27 mars a été consacrée aux « processus révolutionnaires, révoltes, soulèvements, guerres civiles et contestations » qui ont ébranlé les systèmes politiques du Maghreb et du Machrek. Une marche de solidarité avec le peuple palestinien, dans le cadre de la Journée de la Terre conclura le Forum. Pour en savoir + : <http://www.fsm2013.org/>

● **Chavez et l'exception vénézuélienne.** A lire dans *Le Monde Diplomatique*, le dossier d'avril qui décortique le "modèle de démocratie" bolivarien et les années Chavez, tentant notamment d'envisager des scénarios pour l'avenir du pays. Entre autres contributions, Renaud Lambert traite de « ce que Chavez a rappelé à la gauche », en remettant les classes populaires du centre du jeu politique. Une expérience qui pourrait être stimulante ici aussi ?

● **Gaz de France et communisme.** Propos de Jacques Fournier, ancien président de Gaz de France et de la SNCF, dans *L'Humanité*, auteur de *L'économie des besoins, une*



nouvelle approche du service public (Editions Odile Jacob) : « Je pense que le capitalisme devra être dépassé. L'économie des besoins est l'une des dynamiques qui conduit à ce dépassement. C'est en ce sens que je suis toujours socialiste. Dans ce livre, je ne prône pas le communisme tel qu'il a été appliqué lors des expériences du XX^e siècle, mais je pense que l'idée communiste, celle d'un système

économique dans lequel il y a égalité dans la satisfaction des besoins, est une idée généreuse et qu'elle n'est pas démodée ». Certes, on voudrait imaginer un communisme qui ne soit pas qu'un système économique... Mais tout de même, ça fait plaisir à lire !

● **Toujours plus cru, toujours plus dru.** Propos du député-maire socialiste du 14^e arrondissement de Paris, Pascal Cherki : « Quand on est président de la France, on n'est pas conseiller général d'un canton. (...) Il faut arrêter avec l'obsession de la réduction du déficit. (...) François Hollande n'a pas été élu pour conduire le peuple français sur le chemin sans fin de l'austérité et de la rigueur. Ce n'est pas ça le rêve français ». Harlem Désir a répondu, en substance : « Touche pas à mon pote (Hollande) ! ».

Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

